Marie-Christine BORDEAUX, François DESCHAMPS,
*Éducation artistique, l'éternel retour ? Une ambition
nationale à l'épreuve des territoires*

Toulouse, Éd. de l'Attribut, coll. La Culture en question, 2013, 174 pages

Jacques-Philippe Saint-Gerand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9102>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9102

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 367-368

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jacques-Philippe Saint-Gerand, « Marie-Christine BORDEAUX, François DESCHAMPS, *Éducation artistique, l'éternel retour ? Une ambition nationale à l'épreuve des territoires* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9102> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9102>

deuxième ensemble. Les Rockefeller et le Château de Versailles au ^{xx}e siècle (pp. 195-205) ; le concept d'écomusée et ses déclinaisons en France et au Canada (p. 207) constituent un troisième. L'ethnoarchivage zápara aux confins du Pérou et de l'Équateur qui tend à donner corps à une culture immatérielle (pp. 219-226) en organisant un ensemble de pratiques muséales diffusées à l'instar de ce que réalise Kiawka – une femme leader politique de l'ethnie –, l'inventaire des lieux de mémoire communs à l'Aquitaine et au Québec (pp. 227-237), un centre d'interprétation de la fête de mi-carême en Acadie et Nouvelle-Écosse (pp. 239-250) assurent un quatrième ensemble. Les Hospices civils de Beaune (pp. 265-282), les musées hospitaliers de France et du Québec dans une étude comparative des fonctionnements et des desseins (pp. 283-300), le monastère des Augustines du Vieux-Québec (p. 302), le musée des Hospitalières de Montréal (pp. 311-320), le musée hospitalier de Charlieu (p. 321), ou le musée de l'Assistance publique à Paris (pp. 331-351) et enfin le musée Flaubert et d'histoire de la médecine de Rouen (pp. 353-382) achèvent le volume en un cinquième ensemble.

On le voit, une large palette donc, qui n'échappe pas à la disparate mais dont l'intérêt est de proposer au lecteur une ouverture inédite à un ensemble de réflexions sur l'objet muséal, la muséologie, la muséographie que synthétise la très stimulante et dense contribution de Philippe Dubé : « Exposer ou faire écho à une réalité plurielle » (pp. 251-261). On s'étonne quelque peu de trouver cette contribution insérée au cœur du volume alors que – par son contenu – elle pourrait constituer un liminaire parfait à l'ouvrage tout entier. Mais on se réjouit que, parmi la diversité des sujets et des objets traités, cet article aborde – au fond – la question de la nature et des fonctions du musée, le rôle du commissaire d'exposition. On se réjouit aussi que, s'appuyant sur les réflexions de Jacques Derrida et Michel Foucault, il propose un « repositionnement épistémique » (p. 259) de la notion d'exposition, faisant de celle-ci un langage métissé et une forme hybride congruents à la modulation des savoirs typique du monde contemporain, ce qui redonne sens à l'aphorisme brutal de Paul Valéry selon lequel le musée est une « maison de l'incohérence » (« Le problème des musées », pp. 1290-1293, *Pièces sur l'art*, Paris, Gallimard, t. 2, 1960 [1923], p. 1290).

De présentation matérielle soignée, comme tous les volumes édités sous l'égide du CTHS, cet ouvrage aux perspectives profuses aurait mérité un index des noms de lieux, de personnes et des objets ou

des notions abordées en son sein, afin de rendre sa consultation plus aisée et efficace. Cependant, tel quel, il reste un intéressant et important recueil de données exploitables par tous les chercheurs qui s'intéressent à la vie muséale.

Jacques-Philippe Saint-Gerand

CeReS, université de Limoges, F-87000
jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Marie-Christine BORDEAUX, François DESCHAMPS,
Éducation artistique, l'éternel retour ? Une ambition nationale à l'épreuve des territoires.

Toulouse, Éd. de l'Attribut, coll. La Culture en question, 2013, 174 p.

Légitimée par le protocole d'accord signé le 25 avril 1983 entre le ministère de la Culture et celui de l'Éducation nationale, l'expression même d'« éducation artistique » porte en soi les germes de la discorde qui a prévalu le plus souvent entre les acteurs de l'une et l'autre institution. Heureusement, ouvert sur des perspectives d'avenir plus positives, le petit livre de Marie-Christine Bordeaux et François Deschamps en retrace l'histoire, en explique les causes, et en analyse les conséquences. À la vérité, et contrairement à ce que le titre pouvait laisser espérer, le volume s'adresse non pas à un vaste public mais plutôt aux « techniciens » de la chose, enseignants, éducateurs, médiateurs, administratifs et politiques. La préface de Jean-Pierre Saez (pp. 11-14) met en évidence toutes les difficultés attachées au traitement de l'objet culturel dans l'univers de l'éducation et rappelle à juste titre la liaison infrangible de ce dernier avec un projet de société. D'ailleurs, c'est ce qui fait la ligne directrice de la première partie (pp. 19-100), assez disproportionnée au regard du reste du volume. À travers les grandes étapes de la construction historique de l'éducation artistique se lit une représentation de ce que l'étude et la pratique des arts peuvent apporter à la société. D'ailleurs, les antagonismes des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale ne font qu'exacerber l'acharnement des uns et des autres à soutenir des projets plus concurrentiels que complémentaires. Et nos auteurs ont beau jeu de rappeler que « ce n'est pas la société qui s'organise sous la contrainte d'une réforme scolaire [1990] qui ne prévoit pas les conditions d'organisation et de financement du hors-temps scolaire, mais le temps de l'enfant qui est traité comme une vraie question de société et l'école qui participe à une réflexion de fond concernant l'enfant et le jeune dans l'ensemble de son espace-temps, dans l'école et en dehors de celle-ci » (p. 68). La deuxième partie traite des

établissements d'enseignement artistique comme lieux ressources pour leurs territoires : les mutations de l'enseignement artistique de la musique, de la danse, du théâtre (pp. 101-129). C'est évidemment là que les choses se compliquent car la sectorisation des diverses directions du ministère de la Culture fait que chacune travaille dans son propre champ sans véritablement se soucier d'une action globale. À cet égard, la prédominance de la musique (conservatoires et écoles de musique) fait que la danse, le théâtre et le cirque apparaissent très vite comme les parents pauvres des enseignements artistiques spécialisés (p. 106). Ce déséquilibre dans une politique qui devrait être unanime a été accentué par l'évolution incessante des textes réglementant les enseignements artistiques entre 1979 et la loi du 13 août 2004. Il en est résulté un grand nombre de difficultés dans l'application pratique des réglementations, d'autant que la fragmentation des aires de responsabilité de l'enseignement primaire, du collège et du lycée a introduit dans la résolution de l'équation les paramètres des collectivités territoriales, municipalité, conseil général et conseil régional, et qu'aucune de ces instances n'est en mesure de donner une réponse satisfaisante à la question de savoir si « l'éducation artistique fait partie des compétences et contribue à l'identité professionnelle des artistes » (p. 128). Au terme de ces deux sections qui ont successivement dressé un tableau puis analysé l'état présent de la question, la troisième propose quelques pistes de réflexion permettant d'envisager l'« éducation et les enseignements artistiques dans la perspective d'une décentralisation raisonnée » (p. 131). C'est ici que les auteurs mettent l'accent sur l'extraordinaire activisme qui a présidé aux multiples débats ouverts par l'Assemblée nationale, le Sénat et le Conseil économique et social sur le sujet des enseignements artistiques, ainsi qu'à la rédaction de la multitude des rapports commandés par les différents ministères intéressés. Une stratégie d'esquive, pour l'école (2008), le collège (2009) et ultérieurement le lycée, a été trouvée avec l'introduction dans les programmes de l'histoire des arts. Mais cette introduction a suscité autant de critiques qu'elle avait laissé espérer un apaisement des débats autour du problème des rapports de l'art à la culture. Contraint par la réforme simultanée des rythmes scolaires, cet enseignement se heurte à l'inégal engagement des collectivités territoriales qui « n'ont pourtant jamais été réellement associées, au plus haut niveau, à la conception des grands plans de relance » (p. 148). Et les auteurs orientent leur conclusion vers la nécessité de « mettre en œuvre une décentralisation progressive et raisonnée de l'éducation artistique » (p. 153). Ils dénoncent avec raison « la grande discontinuité

dans l'engagement » (p. 162) de l'État, et soulignent la fatalité qui grève l'enseignement artistique dès lors que celui-ci est considéré comme « une matière plutôt que comme un état d'esprit et un cadre d'action que se donnent des acteurs pour penser autrement l'acte d'enseigner et celui de partager » (p. 162).

Quelle sera l'issue de ces réflexions ? Nous n'avons pas les moyens de lire l'avenir avec suffisamment de précision, mais il apparaît bien certain que, dans cette perspective, les collectivités territoriales seront conduites à jouer un rôle de plus en plus important. Le volume est intelligemment complété par la référence à une sélection des textes législatifs et réglementaires (pp. 165-168) et par un plus qu'utile glossaire des sigles et acronymes utilisés dans le domaine (pp. 169-172). En résumé, une lecture informative, stimulante quoiqu'aride pour le profane, mais qui, à l'aide de données précises, permet de restituer toutes ses dimensions à la question perpétuellement gigogne des enseignements artistiques.

Jacques-Philippe Saint-Gerand

CeReS, université de Limoges, F-87000

jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Vincent Dubois, *La culture comme vocation*.

Paris, Éd. Raisons d'agir, coll. Cours et travaux, 2013, 204 p.

L'ouvrage vient à son heure lorsque la dérive lexicologique de *culture* à *culturel* n'est pas simplement une dérivation suffixale mais aussi une sorte de dévoiement sémantique, le *culturel* étant alors la marchandisation – sous toutes ses formes – de la culture. Le volume est aussi particulièrement bienvenu lorsqu'on connaît l'engouement dont bénéficient les filières universitaires culturelles et l'attrait que suscitent les formations au patrimoine et les enseignements méta-artistiques. Il était donc temps d'envisager les causes et les raisons de cette orientation professionnelle, d'analyser les motivations des impétrants, de comprendre pourquoi ces métiers peuvent être vécus sur le mode de la passion ou du désintéressement, d'éclaircir les zones d'ombre entourant l'image valorisée et valorisante associée à ces emplois, et de réfléchir enfin aux conditions d'existence quotidienne auxquelles sont soumis ceux et celles – ainsi que leur éventuelle famille – qui les assurent. Grâce à un travail d'enquête et de statistiques patient et remarquable, innovant, Vincent Dubois – créateur du master « Politique et gestion de la culture » à l'Institut d'études politiques de Strasbourg – a développé une réflexion analytique et critique. Il a produit des résultats devant lesquels tout lecteur est aujourd'hui obligé de